

Délinquance : réponses aux arguments des bobos compassionnels

<http://www.libertyvox.com/article.php?id=433>

Mattheus balaye quelques idées reçues tirées de la logorrhée de nos élites

« It is a beautiful thing, the destruction of words », faisait dire Orwell à l'un des personnages de son célèbre roman 1984. L'écrivain britannique avait bien compris que le langage était l'enjeu principal de la propagande. Or, l'un des principaux ressorts de cette dernière, c'est la répétition.

La perversité de la langue croisée au matraquage médiatique utilisé par le pouvoir, voilà qui n'appartient pas, hélas, au noir et blanc du national-socialisme, ou au sépia rougeâtre du communisme. L'idéologie, aujourd'hui, n'a plus à revêtir le gant de fer de la dictature totalitaire pour marteler son message. Elle trouve bien plus commode d'abêtir le citoyen par le contrôle quotidien de sa pensée. Un mensonge mille fois répété devient vérité, dit-on. Or, pour aller contre la vérité dominante, dont le seul but est la manipulation politique de la masse, il convient d'éclater son discours et de démonter les mensonges un à un. Et Dieu sait qu'il y en a !

Les événements de Grenoble, faisant suite à ceux de 2005 et 2007, et n'étant que le prélude de troubles futurs encore plus graves, font que la question centrale de l'immigration est dans toutes les têtes, à tel point que, çà et là, les médias eux-mêmes ont du mal à faire respecter la chape de coton plombé construite depuis trente ans pas nos élites pour mettre sous le boisseau une réalité plus que gênante.

Je présente ici une courte série de vérités établies et autres idées reçues, répétées quotidiennement par nos hommes

politiques et intellectuels, et dont le seul but est d'établir une certaine vision des choses qui soit en mesure de justifier la terrible incurie avec laquelle ils gouvernent notre pays et régentent notre pensée dominante depuis trop longtemps.

Le principe de ces vérités établies est simple : son but est de délégitimer toute critique de la politique immigrationniste depuis trente ans, de déresponsabiliser les populations immigrées jamais assimilées et de faire porter la faute des troubles actuels et futurs aux seuls Français, coupables, par racisme, des maux dont ils sont eux-mêmes les victimes.

Ces phrases, déclinées de mille manières, on les connaît : « On a fait venir les immigrés pour faire les boulots que les Français ne voulaient pas » ; « on les a parqués dans des ghettos » ; « la cause des émeutes, c'est le chômage et la pauvreté » ; « il faut leur donner du travail, comme ça il cesseront de tout casser »... Chacune de ces phrases est l'expression d'un mensonge, et seule la force médiatique et politique avec laquelle elles sont répétées leur confère leur statut de vérité. Pourtant, devant le glaive impitoyable de la réalité, elles fondent comme neige au soleil.

«On les a fait venir pour faire les sales boulots que les Français ne voulaient pas». Variante : «ils ont reconstruit la France après la guerre»

Sous-entendu : on leur doit beaucoup, et on devrait s'estimer heureux qu'ils aient été et soient toujours là. La réalité : Penser que les immigrés africains et nord-africains sont les seuls qui aient participé aux efforts de reconstruction est un avatar de la pensée « Indigènes », laquelle nous fait croire que l'essentiel des forces de libération françaises pendant la guerre étaient de pauvres colonisés recrutés de force et envoyés comme chair à canon, en première ligne, puis négligés par la suite. Le professeur Lefeuvre, entre autres, a remis les pendules à l'heure récemment en rappelant à un Jack Lang,

pour une fois silencieux, que les divagations sur les pertes plus élevées subies par les troupes indigènes étaient de l'affabulation [1]. La moitié de la 1ère Armée, issue d'Afrique du Nord, était composée de Français de souche européenne chez qui le pourcentage de pertes était d'ailleurs supérieur à celui des troupes musulmanes.

Pour ce qui est de la Reconstruction, prétendre que les Français de métropole soient restés les bras ballants, et simplement occupés à faire suer le burnous de musulmans amenés de force (et pourquoi pas à fond de cale ?) pour faire les basses besognes, relève du fantasme gauchiste.

En revanche, il est important de garder une chose à l'esprit. Après l'indépendance de l'Afrique du Nord, il a effectivement été fait appel à la main-d'oeuvre maghrébine, sur pression d'un haut patronat désirant naturellement payer ses ouvriers aux plus bas salaires. Mais en 1974, après le choc pétrolier, il fut décidé d'arrêter cette immigration de travail. Jusque là, les choses, même discutables, eussent été convenables. On faisait venir une main-d'oeuvre non-qualifiée qui était payée pour son travail. Le travailleur immigré envoyait l'argent à sa famille, repartait chez lui pour être remplacé par un frère ou un cousin qui, lui aussi, s'enrichissait dans une certaine mesure avant de regagner son pays. Même si on peut souligner par ailleurs à quel point les nouveaux états indépendants ont été incapables de subvenir aux besoins de leurs populations, tout le monde était à peu près gagnant.

La rupture date de 1975, quand le Premier Ministre de l'époque, un certain Chirac (il n'y a pas de hasard...), a décidé d'instaurer le regroupement familial, ce qui fut l'une des pires décisions du XXème siècle et, je pèse mes mots, de toute l'histoire de France sans doute. Là, il ne s'agit plus d'immigration de travail, nécessairement temporaire. Il s'agit d'une immigration de peuplement. Tout change radicalement. Les nouveaux venus sont là pour rester. Or, si l'on voulait accepter ce principe de regroupement familial, il fallait impérativement faire au moins deux choses : Tout d'abord, évaluer le nombre limite d'immigrés qui constituait, pour le

pays, la masse critique à ne pas atteindre. Cela n'a jamais été fait. Il n'y a jamais eu de quotas ou de limitations imposés par le pouvoir, à la fois par inertie et sous la pression idéologique. L'immigration depuis 35 ans repose fondamentalement sur un principe d'anarchie totale. Ensuite, il fallait obligatoirement exiger des nouveaux venus qu'ils se conforment totalement aux règles et à la culture du pays d'accueil. Clairement, exiger l'assimilation, comme on l'avait fait pour les vagues d'immigration précédentes. Cela n'a jamais été fait non plus, délibérément, et par choix idéologique. Tirailé entre culpabilité supposée pour la période coloniale et tentation communautariste, on a parlé d'intégration, qui n'est autre qu'un ensemble de demi-mesures stériles. Or, en politique plus qu'ailleurs, la demi-mesure mène au chaos.



«C'est la pauvreté et le chômage qui créent la délinquance»

C'est le cheval de bataille principal des socialistes. Les problèmes, pour eux, quand ils daignent bien reconnaître leur réalité (ce qui n'est pas toujours facile...), n'ont qu'une cause, évidemment et exclusivement sociale. D'ailleurs, peu importe que nos banlieues soient littéralement des poudrières dont l'ordre est assuré par des trafics de tous genres. Il faut les appeler « quartiers populaires », voyez-vous, comme

si toute l'explication du trouble interne résidait dans l'étiquette apposée à l'extérieur. Etrangement, il existe dans toute la France des centaines, pour ne pas dire des milliers de « quartiers populaires », dont le niveau de vie est loin d'excéder celui des zones concernées, mais on n'a pas l'impression qu'ils soient le théâtre quotidien d'affrontements avec la police, de caillassages et de voitures brûlées...

Le criminologue Xavier Raufer a, il y a peu, et comme à son habitude, jeté un pavé dans la mare des canards multicolores de la diversité en rappelant quelques réalités simples [2]. Les zones les plus pauvres de France ne sont pas en Seine-Saint-Denis, dit-il, mais dans la Creuse et le Cantal. Voit-on pour autant du trafic de drogue, des lynchages, des lapidations, des feux de joie automobiles dans ces régions ? Evidemment non. La crise économique frappe tout le monde, mais tout le monde ne réagit pas en brûlant la voiture de son voisin ou en vociférant des « nique la France ! » expéditifs... C'est donc nécessairement que la source du problème est ailleurs. On parle d'immigration, çà et là. Mais officiellement on ne pourra rien en savoir puisque les fameuses « statistiques ethniques » sont interdites. Le Français de la rue, lui, pourtant, fait ses propres statistiques, par l'observation quotidienne, tout simplement. Et s'il sait bien qu'il ne pourra jamais se payer une Ferrari, même en accumulant en une fois le salaire de toute sa vie, il trouve étrange qu'on en recense 350 en Seine-Saint-Denis, pourtant réputée département phare de la pauvreté urbaine, et réceptacle de quelques-uns parmi les pires « quartiers populaires »...

«Il faut leur donner du travail» !

Sous-entendu : donner du travail aux « jeunes » qui manifestent leur « désarroi » et leur « mal-être » dans ces rodéos nocturnes et autres règlements de comptes à OK Corral qui font la risée ou l'inquiétude de nos voisins. Car, bien

sûr, en vertu du racisme intrinsèque des Français, si les chérubins des banlieues (toujours des types biens, des fils exemplaires, des grands frères généreux, comme le dernier en date, tué après son braquage, et malgré son gilet pare-balles...) ne trouvent pas de travail, c'est leur faute. Celle des Français, j'entends...

Mais, pourrait-on me dire, en vertu de quoi, déjà, les « jeunes » qui ont pour profession le très lucratif trafic de drogue, par exemple, seraient enclin à accepter le travail que l'Etat-providence viendrait à leur donner ? Et quel travail, à eux qui sont pour l'immense majorité sans aucune qualification ? Une place d'éboueur, de balayeur, de plongeur ? Imaginez l'insulte pour ces caïds et apprentis caïds dont l'idole est Tony Montana. Quand on gagne plus en une journée qu'un smicard en un mois, on n'a pas vraiment envie de changer de branche. C'est même compréhensible...

Ah, certes, on peut, comme ce chauffeur de bus naguère interrogé dans une émission télévisée, demander à ce qu'on leur donne deux mille euros par mois pour qu'ils cessent leurs déprédations. Oui, c'est une solution (et encore, deux mille euros mensuels, ce n'est rien pour certains...). L'ennui, c'est que l'insulte dans ce cas s'adresse aux millions de Français qui ont la stupidité de se lever le matin pour effectuer un boulot peu gratifiant qui leur laisse souvent à peine de quoi vivre...

Quand on sait que chaque poussée de fièvre banlieusarde, après les rodomontades ministérielles, se conclut inévitablement par une nouvelle injection de millions d'euros dans la « politique de la ville », on est déjà en droit de se demander pourquoi nos compatriotes prennent encore la peine de travailler, alors qu'il leur serait bien plus simple et profitable de lancer quelques cocktails Molotov bien sentis sur le parking du lotissement voisin. Mais, surtout, de quel droit « donnerait »-on un travail aux uns, et pas aux autres ? L'Etat a-t-il fait quelque chose pour les millions de travailleurs qui, en ces temps de crise, ont réussi souvent à dénicher péniblement un emploi précaire ? Entend-il aussi

donner un travail aux centaines de milliers de chômeurs qui, eux, ont le tort de ne pas habiter dans les « quartiers populaires » ? Quel mépris, une fois encore, pour le peuple silencieux !

La vérité, c'est que l'on n'a rien à « donner » à des gens qui ne manquent pas une occasion de manifester leur hostilité à l'égard du pays qui les a librement accueillis. A-t-on « donné » aux précédents immigrés ? Non. Ils ont trouvé, comme ils pouvaient et sans rechigner, étant pleinement conscient que leur statut de nouvel-arrivé exigeait qu'ils fassent leurs preuves pour devenir citoyen à part entière. Ils l'ont fait, et c'est à leur honneur. Mais en vertu de quel principe y aurait-il un passe-droit pour ceux d'aujourd'hui qui, non contents de bénéficier de dix fois plus d'avantages que leurs prédécesseurs, exigent toujours plus sans vouloir un instant accorder à leur pays d'accueil le fameux respect dont ils ponctuent leur discours ?

Mais il faut dire que leur notion du respect n'est pas la nôtre. Leur respect, c'est la crainte et la peur ; le nôtre un mélange d'estime et d'admiration. Nos langages ne sont pas les mêmes car nos cultures sont différentes ; combien de temps faudra-t-il pour que nos élites reconnaissent ce que nous, nous voyons tous les jours ? Chez nous, on ne respecte que ce qui est respectable, et certainement pas la morgue haineuse d'un petit meneur de razzia.

«Nous ne faisons pas assez d'enfants. Ils paieront nos retraites»

Il y aurait bien à dire sur la politique nataliste française, ou plutôt sur son absence. Il est tout de même étrange, voire paradoxal, que nos dirigeants regrettent les effets provenant de causes qu'ils se refusent à changer... A quoi bon se lamenter sur notre faiblesse démographique si l'on ne fait rien pour inciter la natalité ? Borges disait : « les miroirs et la copulation sont abominables, car ils multiplient le nombre des hommes ». De même, la natalité est raciste, donc abominable,

car elle multiplie les Français qui, eux-mêmes, sont déjà des racistes. CQFD. Dans l'esprit de bien des penseurs gauchistes, cela ne va pas plus loin. De là à se faire traiter de pétainiste en se regardant dans un miroir... Mais on sait que, de nos jours encore, et peut-être plus que jamais, certains hommes politiques, à travers toute l'Europe d'ailleurs, se font les relais de puissants lobbies financiers en appelant à encore plus d'immigration avec toujours le même argument : il faudra bien payer les retraites, il faudra bien de la main-d'oeuvre pour les travaux futurs.

En ce qui concerne le système de retraites, au bord de la faillite, on peut parfaitement envisager des solutions ne faisant aucunement appel à l'arrivée de millions d'immigrés sans qualification qui ne feraient qu'ajouter de la nitroglycérine sur le feu. Plus largement, l'argument selon lequel les immigrés acceptent des métiers que les Français ne veulent pas est évidemment biaisé. C'est le grand patronat lui-même qui est responsable de la situation, et l'Etat derrière lui. Il n'est nullement dit que les Français refusent certains métiers. Ce qui est sûr et essentiel, c'est que les Français refusent d'effectuer certains travaux pour le salaire misérable qu'ils en retirent. Zemmour, entre autres, s'acharne à répéter cette vérité toute simple : l'immigration est l'un des principaux leviers que le patronat emploie pour faire baisser les salaires, et ce depuis des décennies. Il est piquant de constater à quel point bien des syndicats socialo-communistes jouent contre leur camp en se jetant dans la lutte immigrationniste, alors que c'est l'immigration qui, précisément, dessert la cause des employés et ouvriers qu'ils sont censés défendre. Mais le fourvoiement idéologique est toute l'histoire du syndicalisme français...

En ce qui concerne les métiers non-pourvus, nul doute que l'on trouverait foule de candidats pour s'y presser si les conditions salariales étaient attractives, et non de simples pourboires de garçons de café. Et il est inutile de parler de la pression fiscale qui, si elle retombait substantiellement, permettrait aux Français de jouir du fruit légitime de leur

travail. Mais l'Etat, on le sait, est le pire des voleurs et l'organisateur du pire racket que l'on nomme pudiquement fiscalité.

Nicolas Sarkozy, chantre de la « discrimination positive » (c'est-à-dire de la discrimination contre les Français jugés trop « de souche »), a repris, sur un mode tragique et sans aucun talent, le rôle fétiche de De Funès, celui de l'irascible fort avec les faibles, et faible avec les forts. Pour multiplier les très lucratifs radars automatiques, forcer les automobilistes à acheter un gilet jaune ou interdire la cigarette sur les terrasses de café, il est en effet fort, très fort. Implacable, même. Mais quand il s'agit de faire respecter l'ordre national dans des portions du territoire livré aux bandes, aux gangs et à la racaille, il n'y a plus rien. Qu'un néant de verbiage cent fois entendu, et inévitablement stérile.

Pire encore, lui qui se faisait le héraut d'une droite décomplexée, enfin revenue à un discours offensif et patriotique, au point de vider le Front National de sa substance électorale, il a prouvé qu'il était, comme les autres (et peut-être pire que les autres, de par la frustration engendrée), un valet idéologique de la pensée de gauche. Le roquet clinquant et inefficace d'une élite engluée plus que jamais dans la défense idéologique de son bilan catastrophique, elle qui promettait des lendemains qui chantent, mais qui ne nous laissera que les petits matins blafards empuantis par l'odeur des pneus brûlés.

Mattheus

Paru sur LibertyVox

Pour contacter l'auteur : mattheus@libertyvox.com

Notes :

[1]

http://www.dailymotion.com/video/x9xxaz_repentance-daniel-lefeuvre-cravache_news

[2]

http://www.dailymotion.com/video/xcyald_xavier-raufer-qui-sont-les-vrais-pa_news